

Déclaration de l'ACCA sur le rapport du Comité permanent du commerce international sur le PTP

Ottawa, ON – 13 avril 2017 - L'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) accueille favorablement le rapport du Comité permanent du commerce international concernant l'accord sur le Partenariat transpacifique (PTP) et félicite les membres du Comité pour leur travail. Nous sommes d'accord avec le soutien général du Comité pour le PTP et les avantages que l'entente apporterait – en particulier la création de nouveaux débouchés pour les exportateurs agroalimentaires canadiens sur les marchés en forte croissance de l'Asie et du Pacifique.

Nous sommes également particulièrement satisfaits de constater que le comité souligne dans son rapport la façon avec laquelle le PTP s'attaque aux obstacles non tarifaires avec des règles visant à accroître la coopération et la transparence en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires, de biotechnologie et de santé végétale. Ces mesures comptent parmi les obstacles les plus importants auxquels sont confrontés nos exportateurs, voire plus importants, dans certains cas, que les tarifs et les quotas eux-mêmes.

Nous apprécions que le comité ait pris le temps de considérer l'importance des opportunités offertes aux produits canadiens de bœuf, porc, céréales, canola, soja, légumineuses, malt, sucre et produits transformés, produits en forte demande sur ces marchés tant pour leur qualité que pour leur sécurité. Assurer un meilleur accès pour nos produits entraînerait une croissance économique et professionnelle considérable à travers des centaines de communautés rurales et urbaines dans le pays.

La première recommandation du comité permanent est «de poursuivre activement un accord de commerce et d'investissement avec les signataires du Partenariat transpacifique, ainsi que d'autres accords commerciaux et d'investissement dans la région Asie-Pacifique. » Les exportateurs agricoles et agroalimentaires du Canada - qui exportons plus de la moitié de notre production – ne peuvent qu'être d'accord.

Voilà pourquoi le gouvernement et nos négociateurs doivent continuer à faire avancer un accord multilatéral avec le reste des pays signataires, ce, malgré le retrait des États-Unis de l'entente. Ratifier le PTP enverrait un message fort aux 10 autres pays, celui d'un Canada résolu à établir une base d'échange commerciale robuste et fondée sur des règles qui éliminent les barrières tarifaires et non tarifaires.

L'ACCA soutient également la troisième recommandation du comité, en tant que plan B, qui consiste à reprendre les négociations avec le Japon en vue d'établir un partenariat économique avec ce pays, si les pays signataires du PTP ne parvenaient pas à une entente. Le Japon est un marché haut de gamme qui achète quatre milliards de dollars par an de produits agroalimentaires canadiens. C'est le marché prévisible le plus important pour le canola canadien, le deuxième marché pour le malt et le porc, le

quatrième pour le bœuf et constitue également un marché prioritaire très important pour le blé, le soya, les légumineuses et les produits transformés.

Le temps presse et les portes pourraient vite se fermer sur les opportunités des économies les plus importantes et les plus dynamiques de la région du PTP - telles le Japon, le Vietnam et la Malaisie, entre autres.

L'Australie a récemment mis en œuvre un accord de libre-échange avec le Japon - son quatrième cycle de réductions tarifaires est entré en vigueur le 1er avril - et l'Union Européenne est en passe de conclure un accord avec le Japon à son tour. Les exportateurs canadiens sont désavantagés parce que nous sommes confrontés à des tarifs plus élevés que nos concurrents - un désavantage qui s'agrandira s'il n'est pas résolu.

Nous produisons déjà les produits agricoles et agroalimentaires de haute qualité que le monde exige. Nous sommes prêts et capables de répondre à la demande des marchés. Voilà pourquoi nous avons besoin que le gouvernement soit audacieux dans ses négociations, suive les recommandations du comité permanent du commerce international, et aille de l'avant avec un accord avec les partenaires restant du PTP.

L'ACCA est une coalition d'organismes nationaux et régionaux qui appuient un environnement commercial international plus ouvert et transparent pour le secteur agricole et agroalimentaire canadien. Les membres de l'ACCA représentent les fermiers, producteurs, transformateurs et exportateurs des principaux secteurs agroalimentaires qui dépendent du commerce au Canada : soit le bœuf, le porc, les céréales, les oléagineux, le soya, les légumineuses, le malt et le sucre. Ensemble, les membres de l'ACCA représentent 90 pour cent des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada, soit environ 54 milliards de dollars d'exportations par année. L'activité économique générée par les membres de l'ACCA soutient 940 000 emplois au Canada.

Pour obtenir plus d'information:

Claire Citeau

Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

cciteau@cafta.org, 613-560-0500